

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Niort, le 14 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS LA COLONNE

La colonne
79500 Melle

Références : 0007206029/2025/312

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement SAS LA COLONNE implanté LD LA COLONNE 79500 Melle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS LA COLONNE
- LD LA COLONNE 79500 Melle
- Code AIOT : 0007206029
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS La Colonne exploite la station service Total située au lieu-dit La Colonne à Melle. Les installations ont fait l'objet de déclaration relative à l'activité de distribution de carburants au titre

de la réglementation des installations classées et dispose d'un récépissé de déclaration n° 5927 du 20/02/2004.

Le site ayant été initialement déclaré en 1997 et étant soumis au régime de la déclaration au titre de la rubrique 1435, les prescriptions applicables sont précisées par l'alinéa 2 de l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 1435.

La station dispose de deux cuves enterrées :

- une cuve comprenant 20 m³ de gasoil,
- une cuve comportant trois compartiments, respectivement de 10 m³ de SP95, 8 m³ de gasoil et 12 m³ de gasoil. Par conséquent, la quantité totale de produits pétroliers susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 tonnes d'essence et 250 tonnes au total, l'installation est non-classée au titre de la rubrique 4734 de la nomenclature relative au stockage de produits pétroliers.

Toutes les cuves sont enterrées, le site dispose d'un îlot de distribution.

La superficie de l'atelier de réparation et d'entretien de véhicules étant inférieure à 2 000 m², l'installation est non-classée au titre de la rubrique 2930 de la nomenclature.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I – 1.4	Demande d'action corrective	1 mois
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - 1.1.2	Demande d'action corrective	2 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I – 4.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I – 4.7	Demande d'action corrective	1 mois
7	Flexibles	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I – 4.9.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I – 2.7	Sans objet
4	Propreté	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - 3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un nouveau gérant a repris l'exploitation de la station-service La Colonne à Melle depuis octobre 2024.

L'exploitant fait procéder à la vérification périodique par un organisme agréé au titre de la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées.

Il s'assure de détenir sur site l'ensemble des documents et justificatifs requis au titre de l'arrêté ministériel du 15/04/2010, notamment les rapports de vérification des installations et équipements tels que les flexibles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I – 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Dossier de déclaration
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- le dossier de déclaration ;- les plans tenus à jour, c'est-à-dire le plan général d'implantation et le plan des tuyauteries. Pour les installations existantes, le plan des tuyauteries concerne les tuyauteries mises en place après le 3 avril 2003 ;- « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ;- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ;- les autres documents prévus aux différents articles du présent arrêté. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.
Constats : L'inspection demande à consulter le dossier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) du site. L'exploitant n'a pas connaissance d'un tel dossier. Il explique avoir repris la gérance du site en octobre 2024, sans changement d'exploitant. Il présente le registre de sécurité de l'établissement et confirme à l'inspection ne pas avoir effectué de modification sur le site depuis sa reprise. Au cours de la visite, l'exploitant précise que la boutique a été supprimée en 2022 (cf point de contrôle n°3). Par courriel du 26/09/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- le récépissé de déclaration n° 5927 du 20/02/2004,- la fiche « Consigne de sécurité »,- le plan de la station-service non daté,- le plan des tuyauteries non daté,- le plan « Busage électrique » non daté,- le plan « implantation » mentionnant le réseau d'eaux pluviales. Certains éléments décrits sur les plans transmis ne sont plus existants, notamment le local de bureau en face de l'îlot de distribution.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant finalise la constitution de son dossier ICPE et met à jour les documents le nécessitant, notamment les plans des installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. [...] L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas connaissance du rapport de vérification en date du 20/02/2013, ni de la réalisation du contrôle périodique telle que demandé par l'inspection suite à la visite du 24/06/2021. À la suite de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 26/09/2025 le devis accepté relatif au contrôle périodique au titre de la rubrique 1435 et par courriel du 02/10/2025 sa planification fixée le 21/10/2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle réalisé au titre de la rubrique 1435 dès réception. Il met en place un registre de suivi des non-conformités mentionnant notamment les actions correctives mises en œuvre et les dates de réalisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I – 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Installation électrique et coupure générale
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant.</p> <p>Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an.</p> <p>La commande du dispositif de coupure générale est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au responsable de l'exploitation de l'installation.</p> <p>Dans le cas d'une installation en libre-service sans surveillance, le déclenchement des alarmes et des systèmes de détection précités, la mise en service du dispositif automatique d'extinction ainsi que la manœuvre du dispositif de coupure générale sont retransmis afin d'aviser un responsable nommément désigné.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none">- présence d'un dispositif de coupure générale (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;- présentation du justificatif attestant de la réalisation de l'essai annuel de bon fonctionnement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
Constats : <p>Suite à la visite du 24/06/2021, l'inspection avait constaté que le bouton d'arrêt d'urgence avec clé situé dans la boutique à côté de la caisse enregistreuse était au milieu de câbles et très difficilement accessible.</p> <p>L'inspection avait demandé à l'exploitant de repositionner le bouton d'arrêt d'urgence et de transmettre les justificatifs correspondants.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate que la boutique de la station-service a été supprimée (en 2022 d'après l'exploitant). Il n'existe plus qu'un espace accessible aux clients en libre service où sont installés des distributeurs de boissons et confiseries.</p> <p>Le bouton d'arrêt d'urgence mentionné au rapport de visite du 24/06/2021 n'existe plus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - 3.4
Thème(s) : Autre, Propreté
Prescription contrôlée : L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection constate que le site est maintenu en bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I – 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit : <ul style="list-style-type: none">- de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure pendant au moins deux heures ; la pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars ;- d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance) ;- sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ;- d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs hauts-parleurs ;- pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B. ;- pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;- pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B ;- pour le stockage des marchandises et le sous-sol, d'un extincteur homologué 21 A-144 B 1 ou un extincteur homologué 21 A-233 B et C ;- pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ;- sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale anti-feu.

<p>Constats :</p> <p>La déclaration des installations ayant été faite avant le 04/08/2003, l'alinéa 2 du point 4.2 de l'annexe I n'est pas applicable.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate la présence de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un poteau incendie n° 34 situé à moins de 100 m des installations et un poteau incendie n° 164 situé à environ 100 m. Tous deux alimentés par le réseau public. L'exploitant n'a pas connaissance du débit horaire de ces poteaux incendie, - un bouton rouge d'arrêt d'urgence au niveau de l'îlot de distribution. L'exploitant indique que lorsqu'il est actionné ce bouton permet de déclencher une alarme sonore, - un extincteur homologué 233 B (vérifié en juillet 2025) positionné le long du bâtiment en face de l'îlot de distribution, - deux bacs de sable avec couvercle et pelle au niveau de l'îlot de distribution. Le sable des bacs contient des graviers et impuretés et le manche de la pelle de l'un des bacs est cassé, - un extincteur à gaz carbonique de 2 kg (vérifié en juillet 2025) à proximité du tableau électrique situé dans le garage, - une couverture anti-feu au niveau de l'îlot de distribution. L'exploitant précise qu'une nouvelle couverture anti-feu a été commandée. <p>Le jour de la visite, l'inspection constate l'absence de dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident. Le site n'a pas de local de stockage de marchandises, ni sous-sol.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant sollicite la collectivité compétente pour connaître les caractéristiques des poteaux incendie (en particulier leur diamètre nominal, ainsi que leur débit horaire). L'exploitant équipe le site d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité (type haut-parleur par exemple), remplace le sable des bacs et la pelle endommagée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Consignes de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I – 4.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Formation des personnels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A. Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation

<p>visées au point 4.5 de la présente annexe ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'obligation du plan de prévention pour les parties de l'installation visées au point 4.6 de la présente annexe ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.5 de la présente annexe ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. <p>B. Une formation du personnel lui permet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'être sensibilisé aux risques inhérents à ce type d'installation ; - de vérifier régulièrement le bon fonctionnement des divers équipements pour la prévention des risques ; - de prendre les dispositions nécessaires sur le plan préventif et à mettre en œuvre, en cas de besoin, les actions les plus appropriées.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 24/06/2021, l'inspection a constaté que l'agent d'accueil ne connaissait pas les procédures et consignes de sécurité à mettre en œuvre en cas de crise.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection demande à l'exploitant quelles sont les consignes de sécurité mises en œuvre sur le site. L'exploitant n'a pas connaissance de consignes particulières.</p> <p>Par courriel du 26/09/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection une affiche des consignes de sécurité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veille, le cas échéant, à la mise à jour des consignes de sécurité et s'assure de leur affichage dans les locaux afin que chaque membre du personnel puisse en prendre connaissance.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Flexibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I – 4.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils de distribution
Prescription contrôlée : Les flexibles de distribution sont conformes à la norme NF EN 1360 de novembre 2005. Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication. Dans le cas des installations exploitées en libre-service, les flexibles autres que ceux présentant une grande longueur et destinés au transvasement de gazole et de carburants aviation sont équipés de dispositifs de manière à ce qu'ils ne traînent pas sur l'aire de distribution. Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. Un dispositif approprié empêche que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible est changé après toute dégradation. Pour les hydrocarbures liquides, dans l'attente d'avancées techniques, seuls les appareils de distribution mis en place postérieurement au 3 août 2003 et d'un débit inférieur à 4,8 mètres cubes par heure sont équipés d'un dispositif anti-arrachement du flexible de type raccord-cassant. Objet du contrôle : - état et date de remplacement des flexibles ; - non-frottement au sol de flexibles.
Constats : L'exploitant indique qu'une vérification des flexibles a été réalisée en début d'année 2025 par un salarié de Total Energies et que le remplacement d'un flexible de la pompe poids lourds a été effectué. Il ne dispose pas de rapport de vérification, ni de document permettant de justifier le changement de flexible. Par sondage, l'inspection a contrôlé l'état et le marquage des flexibles suivants : <ul style="list-style-type: none">- un flexible essence (fabrication du 1-2022),- un flexible gasoil (fabrication du 1-2022),- un flexible poids lourds (fabrication du 1-2021), Les flexibles vérifiés sont en bon état et comportent le marquage relatif à la norme EN 1360 de 2013.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant demande le compte-rendu pour chaque vérification des flexibles, notamment celles annuelles et les conserve sur site. Il s'assure de détenir sur site tout document justificatif concernant le suivi et l'entretien des flexibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois